

§ 7. La date visée à l'article 30, § 3, alinéa deux, du décret, à laquelle les demandes de subventionnement pour la première période de quatre ans pour laquelle le subventionnement peut être demandé, doit être introduite, est celle fixée au § 1^{er}.

§ 8. Par dérogation à l'article 16, § 1^{er}, alinéa premier, toute demande de subventionnement telle que visée au § 7, doit être envoyée à l'administration par lettre recommandée ou remise à celle-ci contre récépissé, en cinq exemplaires au moins et au plus tard à la date fixée au § 1^{er}.

Section 3. — Entrée en vigueur et exécution

Art. 49. Les chapitres I, II, III, IV, IX et X produisent leurs effets à la date d'approbation du présent arrêté par le Gouvernement flamand.

Le chapitre V, sections 1^{ère} et 2, produit ses effets à la date d'approbation de cet arrêté par le Gouvernement flamand et s'applique aux demandes de subventionnement de projets musicaux qui débutent au plus tôt à la date du 1^{er} janvier 1999.

Le chapitre V, sections 3, 4 et 5, produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Les chapitres VI, VII et VIII produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 50. Le Ministre flamand, ayant la culture dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mai 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand chargé de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,

L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1823

[C - 98/27416]

**9 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les modèles de documents à utiliser et le montant de la rétribution à réclamer
en exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, notamment l'article 4, § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 octobre 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Les documents à utiliser par les autorités administratives régionales dans le cadre de l'application du chapitre III du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration sont établis conformément aux modèles figurant aux annexes I à V.

Art. 2. Lorsque le montant total de la rétribution ne dépasse pas 100 francs, celle-ci n'est pas réclamée par l'autorité administrative régionale.

Les frais d'envoi sont pris en considération pour le calcul de ce montant lorsque le demandeur sollicite l'envoi du document administratif.

Art. 3. Le montant de la rétribution visée à l'article 3, alinéa 2 et à l'article 4, § 2 du même décret en contrepartie de la délivrance d'une copie d'un document administratif est fixé sur la base des tarifs suivants :

1° papier blanc et impression noire format A4 : 6 francs par page;

2° papier blanc et impression noire format A3 : 7 francs par page;

3° papier blanc et impression en couleur format A4 : 25 francs par page;

4° papier blanc et impression en couleur format A3 : 42 francs par page;

5° plan sur papier blanc et impression noire de 90 cm sur 1 m : 37 francs par plan;

6° frais d'envoi : conformément aux tarifs postaux en vigueur.

Art. 4. La rétribution est payée, par virement ou versement, préalablement à la transmission des copies demandées.

Art. 5. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est habilité :

1° à modifier les modèles des documents figurant aux annexes I à V;

2° à modifier les tarifs visés à l'article 3, 1° à 5°;

3° à fixer les tarifs applicables relatifs au montant de la rétribution qui peut être exigée en contrepartie d'une copie de document administratif d'un format ou sur un support non visés à l'article 3, 1° à 5°.

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Annexe I

Date (x).....

OBJET : Demande d'information relative à (X)... (objet)
Autorisation

Votre lettre relative à une demande d'accès au ou aux documents administratifs visés sous rubrique m'est bien parvenue en date du (X)... (date)

(XX) 1. Le ou les documents demandés pourront être consultés sur place gratuitement à partir du (X)... (date) auprès de la Direction (X)... (adresse) les (X)... (jours et heures).

Vous pouvez obtenir toutes explications à ce sujet auprès de Monsieur/Madame (X)... (coordonnées).

(XX) 2. Vous pouvez consulter sur place le ou les documents demandés en prenant rendez-vous auprès de Monsieur/Madame (X)... (coordonnées).

Vous pouvez également obtenir toutes explications à ce sujet auprès de la personne susvisée.

(XX) 3. Dans le cas où vous souhaitez une ou des copies du ou des documents demandés, elles vous seront transmises dès réception du paiement d'une rétribution effectué au moyen de la formule de virement qui figure en annexe de la présente.

Le montant de la rétribution s'élève à (X)... francs belges, frais d'envoi compris, et à (X)..... francs belges, frais d'envoi non compris. Dans ce dernier cas, il vous faudra retirer la ou les copies auprès de la Direction susvisée. Le détail de cette rétribution figure dans le décompte ci-joint.

Si vous souhaitez obtenir une copie d'une partie du ou des documents, il vous est possible de contacter la même Direction.

(XX) 4. Le ou les documents demandés sont protégés par le droit d'auteur. Une communication sous forme de copie n'est permise que moyennant l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis.

Il vous est loisible de contacter l'auteur ou la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis à l'adresse suivante (x)... (coordonnées) pour solliciter son autorisation.

(X)... (signature)

Notes

(X) : à compléter

(XX) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS

L'autorité administrative a trente jours à partir de la réception de votre demande pour vous répondre.

Si elle ne le fait pas dans ce délai, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

En cas de rejet ou dans la mesure où vous rencontrez des difficultés pour obtenir la communication d'un document administratif, vous pouvez adresser à l'autorité administrative une demande de reconsidération et en même temps, vous pouvez demander un avis à la Commission d'accès aux documents administratifs pour la Région wallonne dont le siège est sis [...].

La Commission doit transmettre son avis à l'autorité administrative dans les trente jours de la réception de votre demande d'avis.

L'autorité administrative dispose alors de 15 jours pour vous répondre à partir de la réception de l'avis ou de la date à laquelle cet avis devait être rendu (30 jours). Si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité administrative passé ces délais, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

Vous pouvez introduire un recours contre cette décision devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administrationArt. 6. (...)

§ 5. L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou qui la rejette communique les motifs de l'ajournement ou du rejet dans un délai de trente jours de la réception de la demande.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Art. 8. (...)

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

(...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 portant exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Annexe II

Date (X).....

**OBJET : Demande d'information relative à (X)... (objet)
Refus**

Votre lettre relative à une demande d'accès au ou aux documents administratifs visés sous rubrique m'est bien parvenue en date du (X)...

Je vous informe que le ou les documents administratifs demandés ne pourront vous être communiqués.

La ou les exceptions légales et/ou décrétales suivantes doivent être invoquées : (XX)

- la demande concerne un ou des documents à caractère personnel pour lesquels vous ne justifiez pas d'un intérêt;
- la demande concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;
- la demande concerne un avis ou une opinion communiquée librement et à titre confidentiel à l'autorité;
- la demande est manifestement abusive;
- la demande est formulée de façon manifestement trop vague;
- l'intérêt de la publicité du ou des documents administratifs ne l'emporte pas sur la protection de l'un des intérêts suivants :
 - la sécurité de la population;
 - la liberté et les droits fondamentaux des administrés;
 - la recherche ou la poursuite de faits punissables;
 - les relations internationales de la Région ou de la Belgique;
 - un intérêt économique ou financier de la Région;
 - l'ordre public, la sûreté ou la défense nationale;
 - un intérêt économique ou financier fédéral, la monnaie ou le crédit public;
 - le caractère par nature confidentiel des informations d'entreprise ou de fabrication communiquées à l'autorité;
 - le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel;
- la publication du ou des documents administratifs porte atteinte :
 - à la vie privée sauf si la personne concernée a préalablement donné son accord par écrit à la consultation ou à la communication sous forme de copie;
 - à une obligation de secret instaurée par une loi ou un décret;
 - au secret des délibérations du Gouvernement fédéral ou régional et des autorités responsables relevant de ces Gouvernements ou auxquelles une autorité régionale ou fédérale est associée.

Les motifs suivants justifient la ou les exceptions susvisées :

(XXX).....
.....
.....

(X)... (signature)

Notes

(X) : à compléter

(XX) : cocher la ou les exceptions

(XXX) : à compléter si nécessaire

MODALITES DE RECOURS

L'autorité administrative a trente jours à partir de la réception de votre demande pour vous répondre.

Si elle ne le fait pas dans ce délai, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

En cas de rejet ou dans la mesure où vous rencontrez des difficultés pour obtenir la communication d'un document administratif, vous pouvez adresser à l'autorité administrative une demande de reconsidération et en même temps, vous pouvez demander un avis à la Commission d'accès aux documents administratifs pour la Région wallonne dont le siège est sis [...].

La Commission doit transmettre son avis à l'autorité administrative dans les trente jours de la réception de votre demande d'avis.

L'autorité administrative dispose alors de 15 jours pour vous répondre à partir de la réception de l'avis ou de la date à laquelle cet avis devait être rendu (30 jours). Si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité administrative passé ces délais, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

Vous pouvez introduire un recours contre cette décision devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration

Art. 6. (...)

§ 5. L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou qui la rejette communique les motifs de l'ajournement ou du rejet dans un délai de trente jours de la réception de la demande.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Art. 8. (...)

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

(...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 portant exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Annexe III

Date (X).....

**OBJET : Demande d'information relative à (X)... (objet)
Autorisation partielle**

Votre lettre relative à une demande d'accès au ou aux documents administratifs visés sous rubrique m'est bien parvenue en date du (X)...

Je vous informe que l'autorisation de publicité porte uniquement sur le ou les documents suivants...(X)

(XX) 1. Le ou les documents dont l'accès est autorisé pourront être consultés sur place gratuitement à partir du (X)..... (date) auprès de la Direction (X)..... (adresse) les (X).....(jours et heures)

Vous pouvez obtenir toutes explications à ce sujet auprès de Monsieur/Madame (X)..... (coordonnées).

(XX) 2. Vous pouvez consulter sur place le ou les documents demandés en prenant rendez-vous auprès de Monsieur/Madame (X)... (coordonnées).

Vous pouvez également obtenir toutes explications à ce sujet auprès de la personne susvisée.

(XX) 3. Dans le cas où vous souhaitez une ou des copies du ou des documents demandés, elles vous seront transmises dès réception du paiement d'une rétribution effectué au moyen de la formule de virement qui figure en annexe de la présente.

Le montant de la rétribution s'élève à (X)..... francs belges, frais d'envoi compris et à (X).... francs belges, frais d'envoi non compris. Dans ce dernier cas, il vous faudra retirer la ou les copies auprès de la Direction susvisée. Le détail de cette rétribution figure dans le décompte ci-joint.

Si vous souhaitez obtenir une copie d'une partie du ou des documents, il vous est possible de contacter la même Direction.

(XX) 4. Le ou les documents demandés sont protégés par le droit d'auteur. Une communication sous forme de copie n'est permise que moyennant l'autorisation de l'auteur ou de la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis.

Il vous est loisible de contacter l'auteur ou la personne à laquelle les droits de celui-ci ont été transmis à l'adresse suivante (X)... (coordonnées) pour solliciter son autorisation.

Le ou les autres documents suivants ne peuvent faire l'objet d'une publicité : (X)...

La ou les exceptions légales et/ou décrétales suivantes doivent être invoquées : (XXX)

- la demande concerne un ou des documents à caractère personnel pour lesquels vous ne justifiez pas d'un intérêt;
- la demande concerne un document administratif dont la divulgation peut être source de méprise, le document étant inachevé ou incomplet;
- la demande concerne un avis ou une opinion communiquée librement et à titre confidentiel à l'autorité;
- la demande est manifestement abusive;
- la demande est formulée de façon manifestement trop vague;
- l'intérêt de la publicité du(des) document(s) administratif(s) ne l'emporte pas sur la protection de l'un des intérêts suivants :
 - la sécurité de la population;
 - la liberté et les droits fondamentaux des administrés;
 - les relations internationales de la Région ou de la Belgique;
 - un intérêt économique ou financier de la Région;
 - l'ordre public, la sûreté ou la défense nationale;
 - la recherche ou la poursuite de faits punissables;
 - un intérêt économique ou financier fédéral, la monnaie ou le crédit public;
 - le caractère par nature confidentiel des informations d'entreprise ou de fabrication communiquées à l'autorité;
 - le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel;
- la publication du ou des documents administratifs porte atteinte :
 - à la vie privée sauf si la personne concernée a préalablement donné son accord par écrit à la consultation ou à la communication sous forme de copie;
 - à une obligation de secret instaurée par une loi ou un décret;
 - au secret des délibérations des Gouvernements fédéral ou régional et des autorités responsables relevant de ces Gouvernements ou auxquelles une autorité régionale ou fédérale est associée.

Les motifs suivants justifient le ou les exceptions susvisées :

(X)

.....

.....

(X)... (signature)

Notes

(X) : à compléter

(XX) : biffer la mention inutile

(XXX) : cocher la ou les exceptions

MODALITES DE RECOURS

L'autorité administrative a trente jours à partir de la réception de votre demande pour vous répondre.

Si elle ne le fait pas dans ce délai, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

En cas de rejet ou dans la mesure où vous rencontrez des difficultés pour obtenir la communication d'un document administratif, vous pouvez adresser à l'autorité administrative une demande de reconsidération et en même temps, vous pouvez demander un avis à la Commission d'accès aux documents administratifs pour la Région wallonne dont le siège est sis [...].

La Commission doit transmettre son avis à l'autorité administrative dans les trente jours de la réception de votre demande d'avis.

L'autorité administrative dispose alors de 15 jours pour vous répondre à partir de la réception de l'avis ou de la date à laquelle cet avis devait être rendu (30 jours). Si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité administrative passé ces délais, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

Vous pouvez introduire un recours contre cette décision devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administrationArt. 6. (...)

§ 5. L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou qui la rejette communique les motifs de l'ajournement ou du rejet dans un délai de trente jours de la réception de la demande.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Art. 8. (...)

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

(...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 portant exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Annexe IV

Date (X).....

OBJET : Demande d'information relative à (X)... (objet)

Votre lettre relative à une demande d'accès au ou aux documents administratifs visés sous rubrique m'est bien parvenue en date du (X)..... (date).

(XX) Il ne nous est pas possible de réserver une suite immédiate à votre demande. Une réponse vous sera fournie avant le (X)..... (date).

Les motifs suivants justifient l'ajournement de votre demande : (X)...

(XX) Nous ne disposons pas du ou des documents demandés. Toutefois, selon nos informations, vous pouvez adresser votre demande auprès de (X)..... (dénomination et adresse de l'administration concernée).

(X)... (signature)

Notes

(X) : à compléter

(XX) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS

L'autorité administrative a trente jours à partir de la réception de votre demande pour vous répondre.

Si elle ne le fait pas dans ce délai, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

En cas de rejet ou dans la mesure où vous rencontrez des difficultés pour obtenir la communication d'un document administratif, vous pouvez adresser à l'autorité administrative une demande de reconsidération et en même temps, vous pouvez demander un avis à la Commission d'accès aux documents administratifs pour la Région wallonne dont le siège est sis [...].

La Commission doit transmettre son avis à l'autorité administrative dans les trente jours de la réception de votre demande d'avis.

L'autorité administrative dispose alors de 15 jours pour vous répondre à partir de la réception de l'avis ou de la date à laquelle cet avis devait être rendu (30 jours). Si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité administrative passé ces délais, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

Vous pouvez introduire un recours contre cette décision devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administrationArt. 6. (...)

§ 5. L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver de suite immédiate à une demande de consultation, d'explication ou de communication sous forme de copie d'un document administratif ou qui la rejette communique les motifs de l'ajournement ou du rejet dans un délai de trente jours de la réception de la demande.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

Art. 8. (...)

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

(...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 portant exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Annexe V

Date (X).....

OBJET : Demande de rectification d'un (des) document(s) administratif(s) relatif(s) à (X)...

Votre lettre relative à une demande de rectification relative à l'objet repris sous rubrique m'est bien parvenue en date du (X)... (date).

(XX) 1. La ou les corrections que vous avez sollicitées ont été intégrées dans le ou les documents concernés.

(XX) 2. Il ne nous est pas possible de réserver une suite immédiate à votre demande de rectification.

Les motifs suivants justifient l'ajournement de votre demande : (X)...

Une réponse vous sera fournie avant le (X)... (date).

(XX) 3. Nous ne sommes pas compétents pour apporter la ou les corrections que vous avez sollicitées. Toutefois, selon nos informations, vous pouvez adresser la même demande auprès de (X).... (dénomination et adresse de l'administration concernée).

4. Il ne nous est pas possible de réserver une suite favorable à votre demande.

Les motifs suivants justifient le rejet de votre demande : (X)...

(X)... (signature)

Notes

(X) : à compléter

(XX) : biffer la mention inutile

MODALITES DE RECOURS

L'autorité administrative a soixante jours pour vous répondre à partir de la réception de votre demande.

Si elle ne le fait pas dans ce délai, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

En cas de rejet ou dans la mesure où vous rencontrez des difficultés pour obtenir la rectification d'un document administratif, vous pouvez adresser à l'autorité administrative une demande de reconsidération et en même temps, vous pouvez demander un avis à la Commission d'accès aux documents administratifs pour la Région wallonne dont le siège est sis [...].

La Commission doit transmettre son avis à l'autorité administrative dans les trente jours de la réception de votre demande d'avis.

L'autorité administrative dispose alors de 15 jours pour vous répondre à partir de la réception de l'avis ou de la date à laquelle cet avis devait être rendu (30 jours). Si vous ne recevez pas de réponse de l'autorité administrative passé ces délais, vous devez considérer que votre demande est rejetée.

Vous pouvez introduire un recours contre cette décision devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration**Art. 7. (...)**

L'autorité administrative régionale qui ne peut pas réserver une suite immédiate à une demande de rectification ou qui la rejette communique, dans un délai de soixante jours de la réception de la demande, les motifs de l'ajournement ou du rejet. En cas d'ajournement, le délai ne pourra jamais être prolongé de plus de trente jours. En l'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, la demande est réputée avoir été rejetée.

(...)

Art. 8. (...)

§ 2. Lorsque le demandeur rencontre des difficultés pour obtenir la consultation ou la correction d'un document administratif en vertu du présent décret, il peut adresser à l'autorité administrative régionale concernée une demande de reconsidération. Au même moment, il demande à la Commission d'émettre un avis.

La Commission communique son avis au demandeur et à l'autorité administrative régionale concernée dans les trente jours de la réception de la demande. En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'avis est négligé.

L'autorité administrative régionale communique sa décision d'approbation ou de refus de la demande de reconsidération au demandeur, dans un délai de quinze jours de la réception de l'avis ou de l'écoulement du délai dans lequel l'avis devait être communiqué.

En cas d'absence de communication dans le délai prescrit, l'autorité est réputée avoir rejeté la demande.

Le demandeur peut introduire un recours contre cette décision conformément aux lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973. Le recours devant le Conseil d'Etat est accompagné, le cas échéant, de l'avis de la Commission.

(...).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 1998 portant exécution du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration.

Namur, le 9 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1823

[C — 98/27416]

9. JULI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der zu benutzenden Vordrucke und des Betrags der einzufordernden Unkostenbeteiligung in Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung, insbesondere des Artikels 4, § 2;

Aufgrund des am 1. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. Oktober 1997 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Die von den regionalen Verwaltungsbehörden im Rahmen der Anwendung von Kapitel III des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung zu benutzenden Dokumente werden gemäß den in den Anlagen I bis V angeführten Vordrucken ausgefertigt.

Art. 2 - Wenn der Gesamtbetrag der Vergütung 100 BEF nicht übersteigt, so wird sie von der regionalen Verwaltungsbehörde nicht eingefordert.

Beantragt der Antragsteller die Postzustellung des Verwaltungsdokuments, so werden die Versandkosten bei der Berechnung dieses Betrags berücksichtigt.

Art. 3 - Der Betrag der in Artikel 3, Absatz 2 und Artikel 4, § 2 desselben Dekrets angeführten Vergütung für die Ausfertigung einer Kopie eines Verwaltungsdokuments wird auf der Grundlage nachstehender Tarife festgelegt:

1° weißes Papier und schwarzer Druck/ A4-Format: 6 BEF/Seite

2° weißes Papier und schwarzer Druck/ A3-Format: 7 BEF/Seite

3° weißes Papier und Farbdruk/ A4-Format: 25 BEF/Seite

4° weißes Papier und Farbdruk/ A3-Format: 42 BEF/Seite

5° Plan auf weißem Papier und schwarzer Druck/Format 90 cm x 1 m: 37 BEF/Plan

6° Versandkosten: nach den geltenden Posttarifen.

Art. 4 - Die Vergütung wird per Überweisung oder Einzahlung vor der Übermittlung der beantragten Dokumente bezahlt.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird befugt:

1° die in den Anlagen I bis V beigefügten Musterdokumente abzuändern;

2° die in Artikel 3, 1° bis 5° angeführten Tarife abzuändern;

3° jene Tarife festzulegen, die auf den Betrag der Vergütung anwendbar sind, die als Gegenleistung für die Kopie eines Verwaltungsdokuments, dessen Format oder Art nicht in Artikel 3, 1° bis 5° angeführt wird, eingefordert wird.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Dekrets beauftragt.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Anlage I

Datum (x).....

**Betr.: Antrag auf eine Information über (X)... (Gegenstand)
Genehmigung**

Ihr Schreiben bezüglich eines Antrags auf Zugang zu einem oder mehreren der vorangeführten Verwaltungsdokumente habe ich am (X)... (Datum) erhalten.

(XX) 1. Das oder die beantragten Dokumente können vor Ort unentgeltlich ab dem (X)... (Datum) bei der Direktion (X)... (Anschrift) an folgenden Tagen und zu folgenden Uhrzeiten eingesehen werden: (Tage und Uhrzeiten).

Weitere Erläuterungen erhalten Sie bei Herrn/Frau (X)... (Anschrift).

(XX) 2. Sie können das oder die beantragten Dokumente vor Ort einsehen, indem Sie einen Termin mit Herrn/Frau (X)... (Anschrift) vereinbaren.

Weitere Erläuterungen erhalten Sie ebenfalls bei der vorgenannten Person.

(XX) 3. Sollten Sie eine oder mehrere Kopien des oder der beantragten Dokumente wünschen, so werden Ihnen diese übermittelt werden, sobald die mit dem in der Anlage beigefügten Überweisungsformular getätigte Zahlung einer Vergütung eingegangen ist.

Der Betrag der Vergütung beläuft sich auf (X)... BEF, einschließlich Versandkosten, und auf (X)... BEF, ausschließlich Versandkosten. In letztem Fall sind die Kopien bei der vorgenannten Direktion abzuholen. Die detaillierte Kostenaufstellung der Vergütung entnehmen Sie der beigefügten Abrechnung.

Sollten Sie eine Kopie eines Auszugs des oder der beantragten Dokumente wünschen, so haben Sie die Möglichkeit, sich ebenfalls an die genannte Direktion zu wenden.

(XX) 4. Das oder die beantragten Dokumente sind durch das Urheberrecht geschützt. Eine Zustellung in Form einer Kopie ist nur möglich mit der Zustimmung des Autors oder der Person, auf die die Autorenrechte übertragen wurden.

Es steht Ihnen frei, den Autor oder die Person, auf die die Autorenrechte übertragen wurden, unter folgender Anschrift zu kontaktieren, um die Zustimmung zu beantragen: (X)... (Anschrift).

(X)... (Unterschrift)

Notes

(X): ausfüllen

(XX): Unzutreffendes streichen

EINSPRUCHSMÖGLICHKEITEN

Die Verwaltungsbehörde verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang Ihres Antrags, um Ihnen zu antworten.

Wird Ihnen innerhalb dieser Frist keine Antwort übermittelt, so ist Ihr Antrag als abgelehnt zu werten.

Im Falle einer Ablehnung oder insofern Sie mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, die Zustellung eines Verwaltungsdokuments zu erreichen, haben Sie die Möglichkeit, der Verwaltungsbehörde einen Antrag auf Neuüberprüfung zu übermitteln. Gleichzeitig können Sie ein Gutachten bei dem Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen für die Wallonische Region anfordern, der seinen Sitz in (...) hat.

Der Ausschuß hat sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang Ihres Antrags auf dieses Gutachten an die Verwaltungsbehörde zu übermitteln.

Die Verwaltungsbehörde verfügt anschließend über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Gutachtens oder ab dem Datum, an dem dieses Gutachten hätte erteilt werden müssen (dreißig Tagen), um Ihnen zu antworten. Sollte die Verwaltungsbehörde Ihnen nach Ablauf dieser Fristen nicht geantwortet haben, so haben Sie davon auszugehen, daß Ihr Antrag abgelehnt wurde.

Sie haben die Möglichkeit, gegen diesen Beschluß vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats Klage einzureichen.

Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der VerwaltungArt. 6 (...)

§ 5. Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift eines Verwaltungsdokuments nicht unmittelbar stattgeben kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit.

Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Art. 8 (...)

§ 2. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

(...).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Anlage II

Datum (x).....

**Betr.: Antrag auf eine Information über (X)... (Gegenstand)
Ablehnung**

Ihr Schreiben bezüglich eines Antrags auf Zugang zu einem oder mehreren der vorangeführten Verwaltungsdokumente habe ich am (X)... (Datum) erhalten.

Ich informiere Sie darüber, daß die beantragten Verwaltungsdokumente Ihnen nicht übermittelt werden können.

Die nachfolgende(n) gesetzmäßige(n) und/oder dekretmäßige(n) Ausnahme(n) ist/sind anzuführen: (XX)

- der Antrag betrifft ein oder mehrere Dokumente, die von persönlicher Natur sind und für die Sie kein Interesse rechtfertigen;
- der Antrag betrifft ein Verwaltungsdokument, dessen Bekanntmachung zu Irrtümern führen kann, insofern das Dokument unvollendet oder unvollständig ist;
- der Antrag betrifft ein Gutachten oder eine Meinung, die der Behörde freiwillig und vertraulich mitgeteilt wurden;
- der Antrag ist offensichtlich mißbräuchlich;
- der Antrag ist offensichtlich nicht mit ausreichender Genauigkeit formuliert;
- das Interesse der Öffentlichkeit des oder der Verwaltungsdokumente wird dem Schutz eines der nachstehend angeführten Interessen untergeordnet:
 - die Sicherheit der Bevölkerung;
 - die Freiheit und Grundrechte der Bürger;
 - die Fahndung oder die Ahndung strafbarer Taten;
 - die internationalen Beziehungen der Region oder Belgiens;
 - ein wirtschaftliches oder finanzielles Interesse der Region;
 - die öffentliche Ordnung, die Sicherheit oder die nationale Verteidigung;
 - ein wirtschaftliches oder finanzielles Interesse des Föderalstaates, die Währung oder der öffentliche Haushalt;
 - die von Natur aus vertrauliche Eigenschaft von der Behörde übermittelten Informationen aus Unternehmen oder Herstellungsprozessen;
 - die Geheimhaltung der Identität der Person, die der Verwaltungsbehörde das Dokument oder die Information vertraulich mitgeteilt hat, um eine Tat, die strafbar ist, oder von der anzunehmen ist, daß sie strafbar ist, an die Öffentlichkeit zu bringen;
- die Veröffentlichung des oder der Verwaltungsdokumente verletzt:
 - das Privatleben, es sei denn eine Person hat vorab ihre schriftliche Zustimmung zur Einsicht oder Mitteilung in Form einer Kopie erteilt;
 - die durch ein Gesetz oder ein Dekret eingeführte Geheimhaltungspflicht;
 - die Geheimhaltung der Beratungen der Föderal- oder Regionalregierung und
 - der verantwortlichen Behörden, die diesen Regierungen unterstehen oder denen eine regionale oder föderale Behörde beigeordnet ist.

Folgende Beweggründe rechtfertigen die vorgenannte(n) Ausnahme(n):

(XXX).....
.....
.....

(X)... (Unterschrift)

Notes

(X): ausfüllen

(XX): die Ausnahme(n) ankreuzen

(XXX): falls notwendig ankreuzen

EINSPRUCHSMÖGLICHKEITEN

Die Verwaltungsbehörde verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang Ihres Antrags, um Ihnen zu antworten.

Wird Ihnen innerhalb dieser Frist keine Antwort übermittelt, so ist Ihr Antrag als abgelehnt zu werten.

Im Falle einer Ablehnung oder insofern Sie mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, die Zustellung eines Verwaltungsdokuments zu erreichen, haben Sie die Möglichkeit, der Verwaltungsbehörde einen Antrag auf Neuüberprüfung zu übermitteln. Gleichzeitig können Sie ein Gutachten bei dem Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen für die Wallonische Region anfordern, der seinen Sitz in (...) hat.

Der Ausschuß hat sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang Ihres Antrags auf dieses Gutachten an die Verwaltungsbehörde zu übermitteln.

Die Verwaltungsbehörde verfügt anschließend über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Gutachtens oder ab dem Datum, an dem dieses Gutachten hätte erteilt werden müssen (dreißig Tagen), um Ihnen zu antworten. Sollte die Verwaltungsbehörde Ihnen nach Ablauf dieser Fristen nicht geantwortet haben, so haben Sie davon auszugehen, daß Ihr Antrag abgelehnt wurde.

Sie haben die Möglichkeit, gegen diesen Beschluß vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats Klage einzureichen.

Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der VerwaltungArt. 6 (...)

§ 5. Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift eines Verwaltungsdokuments nicht unmittelbar stattgeben kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit.

Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Art. 8 (...)

§ 2. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

(...).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Anlage III

Datum (x).....

**Betr.: Antrag auf eine Information über (X)... (Gegenstand)
Teilweise Genehmigung**

Ihr Schreiben bezüglich eines Antrags auf Zugang zu einem oder mehreren der vorangeführten Verwaltungsdokumente habe ich am (X)... (Datum) erhalten.

Ich informiere Sie darüber, daß die Genehmigung der Öffentlichkeit sich ausschließlich auf das oder die nachstehend angeführten Dokumente bezieht... (X)

(XX) 1. Das oder die Dokumente, für die ein Zugang genehmigt wurde, können vor Ort unentgeltlich ab dem (X)... (Datum) bei der Direktion (X)... (Anschrift) an folgenden Tagen und zu folgenden Uhrzeiten eingesehen werden: (Tage und Uhrzeiten).

Weitere Erläuterungen erhalten Sie bei Herrn/Frau (X)... (Anschrift).

(XX) 2. Sie können das oder die beantragten Dokumente vor Ort einsehen, indem Sie einen Termin mit Herrn/Frau (X)... (Anschrift) vereinbaren.

Weitere Erläuterungen erhalten Sie ebenfalls bei der vorgenannten Person.

(XX) 3. Sollten Sie eine oder mehrere Kopien des oder der beantragten Dokumente wünschen, so werden Ihnen diese übermittelt werden, sobald die mit dem in der Anlage beigefügten Überweisungsformular getätigte Zahlung einer Vergütung eingegangen ist.

Der Betrag der Vergütung beläuft sich auf (X)... BEF, einschließlich Versandkosten, und auf (X)... BEF, ausschließlich Versandkosten. In letztem Fall sind die Kopien bei der vorgenannten Direktion abzuholen. Die detaillierte Kostenaufstellung der Vergütung entnehmen Sie der beigefügten Abrechnung.

Sollten Sie eine Kopie eines Auszugs des oder der beantragten Dokumente wünschen, so haben Sie die Möglichkeit, sich ebenfalls an die genannte Direktion zu wenden.

(XX) 4. Das oder die beantragten Dokumente sind durch das Urheberrecht geschützt. Eine Zustellung in Form einer Kopie ist nur möglich mit der Zustimmung des Autors oder der Person, auf die die Autorenrechte übertragen wurden.

Es steht Ihnen frei, den Autor oder die Person, auf die die Autorenrechte übertragen wurden, unter folgender Anschrift zu kontaktieren, um die Zustimmung zu beantragen: (X)... (Anschrift).

Das oder die anderen nachstehend angeführten Dokumente können nicht der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden: (X)...

Die nachfolgende(n) gesetzliche(n) und/oder dekretmäßige(n) Ausnahme(n) ist/sind anzuführen: (XXX)

- der Antrag betrifft ein oder mehrere Dokumente, die von persönlicher Natur sind und für die Sie kein Interesse rechtfertigen;
- der Antrag betrifft ein Verwaltungsdokument, dessen Bekanntmachung zu Irrtümern führen kann, insofern das Dokument unvollendet oder unvollständig ist;
- der Antrag betrifft ein Gutachten oder eine Meinung, die der Behörde freiwillig und vertraulich mitgeteilt wurden;
- der Antrag ist offensichtlich mißbräuchlich;
- der Antrag ist offensichtlich nicht mit ausreichender Genauigkeit formuliert;
- das Interesse der Öffentlichkeit des oder der Verwaltungsdokumente wird dem Schutz eines der nachstehend angeführten Interessen untergeordnet:
 - die Sicherheit der Bevölkerung;
 - die Freiheit und Grundrechte der Bürger;
 - die internationalen Beziehungen der Region oder Belgiens;
 - ein wirtschaftliches oder finanzielles Interesse der Region;
 - die öffentliche Ordnung, die Sicherheit oder die nationale Verteidigung;
 - die Fahndung oder die Ahndung strafbarer Taten;
 - ein wirtschaftliches oder finanzielles Interesse des Föderalstaates, die Währung oder der öffentliche Haushalt;
 - die von Natur aus vertrauliche Eigenschaft von der Behörde übermittelten Informationen aus Unternehmen oder Herstellungsprozessen;
 - die Geheimhaltung der Identität der Person, die der Verwaltungsbehörde das Dokument oder die Information vertraulich mitgeteilt hat, um eine Tat, die strafbar ist, oder von der anzunehmen ist, daß sie strafbar ist, an die Öffentlichkeit zu bringen;
- die Veröffentlichung des oder der Verwaltungsdokumente verletzt:
 - das Privatleben, es sei denn eine Person hat vorab ihre schriftliche Zustimmung zur Einsicht oder Mitteilung in Form einer Kopie erteilt;
 - die durch ein Gesetz oder ein Dekret eingeführte Geheimhaltungspflicht;
 - die Geheimhaltung der Beratungen der Föderal- oder Regionalregierung und der verantwortlichen Behörden, die diesen Regierungen unterstehen oder denen eine regionale oder föderale Behörde beigeordnet ist.

Folgende Beweggründe rechtfertigen die vorgenannte(n) Ausnahme(n):

(X)
.....
.....

(X)... (Unterschrift)

Notes

- (X): ausfüllen
- (XX): Unzutreffendes streichen
- (XXX): die Ausnahme(n) ankreuzen

EINSPRUCHSMÖGLICHKEITEN

Die Verwaltungsbehörde verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang Ihres Antrags, um Ihnen zu antworten.

Wird Ihnen innerhalb dieser Frist keine Antwort übermittelt, so ist Ihr Antrag als abgelehnt zu werten.

Im Falle einer Ablehnung oder insofern Sie mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, die Zustellung eines Verwaltungsdokuments zu erreichen, haben Sie die Möglichkeit, der Verwaltungsbehörde einen Antrag auf Neuüberprüfung zu übermitteln. Gleichzeitig können Sie ein Gutachten bei dem Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen für die Wallonische Region anfordern, der seinen Sitz in (...) hat.

Der Ausschuß hat sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang Ihres Antrags auf dieses Gutachten an die Verwaltungsbehörde zu übermitteln.

Die Verwaltungsbehörde verfügt anschließend über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Gutachtens oder ab dem Datum, an dem dieses Gutachten hätte erteilt werden müssen (dreißig Tagen), um Ihnen zu antworten. Sollte die Verwaltungsbehörde Ihnen nach Ablauf dieser Fristen nicht geantwortet haben, so haben Sie davon auszugehen, daß Ihr Antrag abgelehnt wurde.

Sie haben die Möglichkeit, gegen diesen Beschluß vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats Klage einzureichen.

Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der VerwaltungArt. 6 (...)

§ 5. Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift eines Verwaltungsdokuments nicht unmittelbar stattgeben kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit.

Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Art. 8 (...)

§ 2. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

(...).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Anlage IV

Datum (x).....

Betr.: Antrag auf eine Information über (X)... (Gegenstand)

Ihr Schreiben bezüglich eines Antrags auf Zugang zu einem oder mehreren der vorangeführten Verwaltungsdokumente habe ich am (X)... (Datum) erhalten.

(XX) Es ist uns leider nicht möglich, Ihren Antrag unmittelbar zu behandeln. Wir werden Ihnen vor dem (X)... (Datum) eine Antwort übermitteln.

Folgende Beweggründe rechtfertigen eine Vertagung Ihres Antrags: (X)...

(XX) Wir verfügen nicht über das oder die beantragten Dokumente. Unseren Informationen nach können Sie Ihren Antrag jedoch bei (X)... (Bezeichnung und Anschrift der betreffenden Verwaltung) einreichen.

(X)... (Unterschrift)

Notes

(X): ausfüllen

(XX): Unzutreffendes streichen

EINSPRUCHSMÖGLICHKEITEN

Die Verwaltungsbehörde verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang Ihres Antrags, um Ihnen zu antworten.

Wird Ihnen innerhalb dieser Frist keine Antwort übermittelt, so ist Ihr Antrag als abgelehnt zu werten.

Im Falle einer Ablehnung oder insofern Sie mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, die Zustellung eines Verwaltungsdokuments zu erreichen, haben Sie die Möglichkeit, der Verwaltungsbehörde einen Antrag auf Neuüberprüfung zu übermitteln. Gleichzeitig können Sie ein Gutachten bei dem Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen für die Wallonische Region anfordern, der seinen Sitz in (...) hat.

Der Ausschuß hat sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang Ihres Antrags auf dieses Gutachten an die Verwaltungsbehörde zu übermitteln.

Die Verwaltungsbehörde verfügt anschließend über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Gutachtens oder ab dem Datum, an dem dieses Gutachten hätte erteilt werden müssen (dreißig Tagen), um Ihnen zu antworten. Sollte die Verwaltungsbehörde Ihnen nach Ablauf dieser Fristen nicht geantwortet haben, so haben Sie davon auszugehen, daß Ihr Antrag abgelehnt wurde.

Sie haben die Möglichkeit, gegen diesen Beschluß vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats Klage einzureichen.

Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung**Art. 6 (...)**

§ 5. Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Einsicht, Erklärungen oder Mitteilung in Form einer Abschrift eines Verwaltungsdokuments nicht unmittelbar stattgeben kann oder diesen ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang des betreffenden Antrags mit.

Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Art. 8 (...)

§ 2. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

(...).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Anlage V

Datum (x).....

**Betr.: Antrag auf eine Berichtigung eines oder mehrerer Verwaltungsdokumente über (X)...
(Gegenstand)**

Ihr Schreiben bezüglich eines Antrags auf Berichtigung des vorangeführten Gegenstands habe ich am (X)... (Datum) erhalten.

(XX) 1. Die von Ihnen geforderte(n) Berichtigung(en) wurden in das oder die betreffenden Dokumente integriert.

(XX) 2. Es ist uns leider nicht möglich, Ihren Antrag unmittelbar zu behandeln.

Folgende Beweggründe rechtfertigen eine Vertagung Ihres Antrags: (X)...

Wir werden Ihnen vor dem (X)... (Datum) eine Antwort übermitteln.

(XX) 3. Wir sind nicht zuständig, um die von Ihnen geforderte(n) Berichtigung(en) vorzunehmen. Unseren Informationen nach können Sie Ihren Antrag jedoch bei (X)... (Bezeichnung und Anschrift der betreffenden Verwaltung) einreichen.

(XX) 4. Wir sind nicht in der Lage, Ihrem Antrag stattzugeben.

Folgende Beweggründe rechtfertigen eine Ablehnung Ihres Antrags: (X)...

(X)... (Unterschrift)

Notes

(X): ausfüllen

(XX): Unzutreffendes streichen

EINSPRUCHSMÖGLICHKEITEN

Die Verwaltungsbehörde verfügt über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang Ihres Antrags, um Ihnen zu antworten.

Wird Ihnen innerhalb dieser Frist keine Antwort übermittelt, so ist Ihr Antrag als abgelehnt zu werten.

Im Falle einer Ablehnung oder insofern Sie mit Schwierigkeiten konfrontiert sind, die Zustellung eines Verwaltungsdokuments zu erreichen, haben Sie die Möglichkeit, der Verwaltungsbehörde einen Antrag auf Neuüberprüfung zu übermitteln. Gleichzeitig können Sie ein Gutachten bei dem Ausschuß für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen für die Wallonische Region anfordern, der seinen Sitz in (...) hat.

Der Ausschuß hat sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang Ihres Antrags auf dieses Gutachten an die Verwaltungsbehörde zu übermitteln.

Die Verwaltungsbehörde verfügt anschließend über fünfzehn Tage ab der Zustellung des Gutachtens oder ab dem Datum, an dem dieses Gutachten hätte erteilt werden müssen (dreißig Tagen), um Ihnen zu antworten. Sollte die Verwaltungsbehörde Ihnen nach Ablauf dieser Fristen nicht geantwortet haben, so haben Sie davon auszugehen, daß Ihr Antrag abgelehnt wurde.

Sie haben die Möglichkeit, gegen diesen Beschluß vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrats Klage einzureichen.

Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung

Art. 7 (...)

Die regionale Verwaltungsbehörde, die einem Antrag auf Berichtigung nicht unmittelbar stattgeben kann oder diese ablehnt, teilt die Gründe der Verschiebung oder der Ablehnung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Im Falle einer Verschiebung darf die Frist nie um mehr als dreißig Tage verlängert werden. Mangels der Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird der Antrag als abgelehnt betrachtet.

Art. 8 (...)

§ 2. Wenn der Antragsteller auf Schwierigkeiten stößt, um aufgrund des vorliegenden Dekrets die Einsicht in ein Verwaltungsdokument oder die Berichtigung dieses Dokuments zu erhalten, kann er der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde einen Antrag auf weitere Überprüfung stellen. Zum gleichen Zeitpunkt bittet er den Ausschuß um die Abgabe eines Gutachtens.

Der Ausschuß teilt dem Antragsteller und der betroffenen regionalen Verwaltungsbehörde sein Gutachten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Empfang des Antrags mit. Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Die regionale Verwaltungsbehörde teilt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Empfang des Gutachtens oder ab dem Ablauf der Frist, während deren das Gutachten mitgeteilt werden mußte, ihren Beschluß über die Annahme oder die Ablehnung einer weiteren Überprüfung mit.

Mangels einer Mitteilung innerhalb der vorgeschriebenen Frist wird davon ausgegangen, daß die Behörde den Antrag abgelehnt hat.

Der Antragsteller ist berechtigt, den durch Königlichen Erlaß vom 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat gemäß einen Einspruch gegen diesen Beschluß einzulegen. Die Anrufung des Staatsrates wird gegebenenfalls mit dem Gutachten des Ausschusses versehen.

(...).

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1998 zur Ausführung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1823

[C - 98/27416]

9 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de documenten die gebruikt moeten worden en van de vergoeding die geëist kan worden in uitvoering van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, inzonderheid op artikel 4, § 2;
Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 oktober 1997;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 8 oktober 1997;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De documenten die de bestuursorganen gebruiken bij de toepassing van hoofdstuk III van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur, moeten overeenstemmen met de formulieren die in de bijlagen I tot V opgenomen zijn.

Art. 2. Als het totaalbedrag van de vergoeding niet hoger is dan 100 BEF, wordt ze niet opgeëist door het gewestelijke bestuursorgaan.

In geval van verzending van het bestuursdocument worden de verzendingskosten bij dat bedrag ingerekend.

Art. 3. De in artikel 3, tweede lid, en in artikel 4, § 2, van dit decreet bedoelde vergoeding voor afschriften van bestuursdocumenten wordt vastgesteld op basis van de volgende tarieven :

- 1° wit papier en zwarte druk formaat A4 : 6 BEF per bladzijde;
- 2° wit papier en zwarte druk formaat A3 : 7 BEF per bladzijde;
- 3° wit papier en kleurdruk formaat A4 : 25 BEF per bladzijde;
- 4° wit papier en kleurdruk formaat A3 : 42 BEF per bladzijde;
- 5° plan op wit papier en zwarte druk van 90 cm op 1 m : 37 BEF per plan;
- 6° verzendingskosten : volgens de geldende posttarieven.

Art. 4. De vergoeding moet voor de verzending van de gewenste afschriften per overschrijving of storting worden betaald.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is bevoegd om :

- 1° wijzigingen aan te brengen in de formulieren die in de bijlagen I tot V opgenomen zijn;
- 2° de in artikel 3, 1° tot 5°, bedoelde tarieven te wijzigen;
- 3° de tarieven vast te stellen voor een afschrift van een bestuursdocument waarvan het formaat of de drager niet voorkomt in artikel 3, 1° tot 5°.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

Bijlage I

Datum (X)...

**BETREFT : Aanvraag om inlichtingen over (X)...(voorwerp)
Toestemming**

Uw brief betreffende een aanvraag om inzage van het (de) in rubriek bedoelde bestuursdocument(en) is mij op (X)...(datum) toegekomen.

(XX) 1. U mag het (de) gewenste document(en) vanaf (X)...(datum) gratis ter plaatse inzien bij de Directie (X)...(adres) op (X)...(dag en uur).

Voor nadere uitleg kunt u terecht bij de heer/Mevrouw (X)...(personalia).

(XX) 2. U mag het (de) gewenste document(en) ter plaatse inzien na afspraak met de heer/Mevr. (X)...(personalia).

Voor nadere uitleg kunt u eveneens terecht bij voornoemde persoon.

(XX) 3. Afschriften van de (het) gewenste document(en) zijn verkrijgbaar tegen betaling van een vergoeding d.m.v. het bijgaande overschrijvingsformulier.

De vergoeding bedraagt (X)...BEF, verzendingskosten inbegrepen, en (X)...BEF, verzendingskosten niet inbegrepen. In het laatste geval moet u het (de) afschrift(en) zelf afhalen bij bovenvermelde Directie. De vergoeding wordt in de bijgaande afrekening gedetailleerd.

Voor een afschrift van een gedeelte van het (de) document(en) kunt u terecht bij dezelfde Directie.

(XX) 4. Het (de) gewenste document(en) is (zijn) beschermd door het auteursrecht. Een mededeling d.m.v. een afschrift is slechts mogelijk met de voorafgaande toestemming van de auteur of van de persoon aan wie zijn rechten zijn overgedragen.

Om de toestemming te vragen van de auteur of van de persoon aan wie zijn rechten zijn overgedragen, kunt u terecht bij... (adres) (X)...(personalia).

(X)...(handtekening)

Nota's

(X) : in te vullen

(XX) : schrappen wat niet past

VOORSCHRIFTEN OM BEROEP IN TE STELLEN

Het bestuursorgaan beschikt over dertig dagen vanaf de ontvangst van uw aanvraag om u een antwoord te geven.

Als het binnen die termijn geen antwoord geeft, wordt uw aanvraag geacht verworpen te zijn.

Als uw aanvraag verworpen wordt of als u moeilijkheden ondervindt om een bestuursdocument te verkrijgen, kunt u het bestuursorgaan erom verzoeken uw aanvraag opnieuw te onderzoeken en tevens advies vragen aan de Waalse commissie voor inzage van bestuursdocumenten, waarvan de zetel gevestigd is te [...].

De Commissie moet het bestuursorgaan advies geven binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van uw adviesaanvraag.

Om u een antwoord te geven beschikt het bestuursorgaan over 15 dagen vanaf de ontvangst van het advies of vanaf de datum waarop het advies gegeven moet worden (30 dagen). Als u na afloop van die termijn geen antwoord van het bestuursorgaan hebt ontvangen, wordt uw aanvraag geacht verworpen te zijn.

Deze beslissing is vatbaar voor een beroep bij de afdeling administratie van de Raad van State.

Decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuurArt. 6. (...)

§ 5. Als het gewestelijke bestuursorgaan een aanvraag om inzage, uitleg of mededeling d.m.v. een afschrift van een bestuursdocument niet onmiddellijk inwilligt of die aanvraag verwerpt, moet het de redenen van het uitstel of de verwerping opgeven binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

Bij gebrek aan mededeling binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

Art. 8. (...)

§ 2. Als de aanvrager moeilijkheden ondervindt m.b.t. de inzage of de rechtzetting van een bestuursdocument overeenkomstig dit decreet, kan hij het betrokken gewestelijke bestuursorgaan erom verzoeken zijn aanvraag opnieuw te onderzoeken. Tegelijkertijd verzoekt hij de Commissie om advies.

De Commissie geeft de aanvrager en het betrokken gewestelijke bestuursorgaan advies binnen dertig dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Als het advies niet wordt uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn, wordt het niet in aanmerking genomen.

Het gewestelijke bestuursorgaan deelt haar beslissing tot goedkeuring of verwerping van de aanvraag om heronderzoek mee aan de aanvrager binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van het advies of na afloop van de voor de mededeling van het advies voorgeschreven termijn.

Als het advies niet wordt uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn.

De aanvrager kan een beroep instellen tegen die beslissing overeenkomstig de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973. Bij het beroep bij de Raad van State wordt in voorkomend geval het advies van de Commissie gevoegd.

(...)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 1998 tot uitvoering van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Namen, 9 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

Bijlage II

Datum(X)

**BETREFT : Aanvraag om inlichtingen over (X)...(voorwerp)
Weigering**

Uw brief betreffende een aanvraag om inzage van het (de) in rubriek bedoelde bestuursdocument(en) is mij op (X)...(datum) toegekomen.

De gewenste bestuursdocumenten kunnen u echter niet verschaft worden.

De volgende wettelijke en/of decretale uitzondering(en) worden ingeroepen : (XX)

- de aanvraag betreft één of meer documenten van persoonlijke aard waarvoor u geen belang doet blijken;
- de aanvraag betreft een onafgemaakt of onvolledig bestuursdocument waarvan de bekendmaking tot misverstanden kan leiden;
- de aanvraag betreft een advies of een opinie die vrijwillig en vertrouwelijk aan de overheid is meegedeeld;
- de aanvraag is klaarblijkelijk onrechtmatig;
- de aanvraag is klaarblijkelijk te vaag;
- de openbaarheid van het (de) bestuursdocument(en) is minder belangrijk dan de bescherming van één van de volgende belangen :
 - de openbare veiligheid;
 - de vrijheid en de grondrechten van de burgers;
 - de opsporing of de vervolging van strafbare feiten;
 - de internationale betrekkingen van het Gewest of van België;
 - een economisch of financieel belang van het Gewest;
 - de openbare orde, de Staatsveiligheid of de Landsverdediging;
 - een federaal economisch of financieel belang, de munt of het openbaar krediet;
 - de vertrouwelijke aard van bedrijfs- of fabricagegegevens die aan het bestuursorgaan meegedeeld worden;
 - de bescherming van de identiteit van de persoon die het document vertrouwelijk heeft meegedeeld aan het bestuursorgaan om een strafbaar of vermoedelijk strafbaar feit aan te geven;
- de bekendmaking van het (de) bestuursdocument(en) doet afbreuk aan :
 - het privé-leven, behalve als de betrokken persoon schriftelijk heeft ingestemd met de inzage of mededeling d.m.v. een afschrift;
 - een bij wet of decreet opgelegde geheimhouding;
 - het geheim van de beraadslagingen van de Federale of Gewestregering en van de verantwoordelijke overheden die onder het gezag van die Regeringen staan of met een gewestelijke of federale overheid verbonden zijn.

De bovenvermelde uitzondering(en) wordt (worden) door de volgende redenen gewettigd :

(xxx).....

.....

.....

(X)...(handtekening)

Nota's

(X) : in te vullen

(XX) : de uitzondering(en) aanstippen

(XXX) : zo nodig invullen